NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

N° 97

Mars 2022

OBSERVATOIRE DU SAHEL

Thinking Africa

INSTABILITÉS SOCIOPOLITIQUES ET COUPS D'ETAT AU SAHEL

AUTEUR

DR. ALY TOUNKARA

Maitre de Conférences en Sociologie à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), chercheur au Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel (CE3S) et auteur de nombreuses publications sur les questions de gouvernance, de sécurité, de l'islam politique et du genre.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE

DR. LADJI OUATTARA

Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).

www.thinkingafrica.org

IDÉES FORTES

Le contexte sociohistorique du Sahel s'accommode très peu avec des États post coloniaux ; la configuration sociale ne correspond pas aux frontières institutionnelles des Etats.

Le mode de gouvernance des Etats (avant et après l'avènement de l'ère démocratique) mime celui de l'ancien colonisateur dans lequel les élites au pouvoir au début de la V^{ème} République, bénéficient de certaines prérogatives et jouissent de richesses du pays. La démocratie a favorisé la multiplication des acteurs du pouvoir dans le Sahel : les autorités traditionnelles, religieuses et politiques.

L'irruption fréquente des militaires sur la scène politique contribue à fragiliser la démocratisation des institutions et à déstabiliser cette région, où sévissent les entrepreneurs de la violence, avec de graves conséquences sur les communautés, notamment rurales.

La région du Sahel est, depuis une décennie, fortement instables politiquement car de nombreux coups d'Etat ont eu lieu dans plusieurs pays. Cette instabilité politique trouve sa source dans des causes plurielles notamment, la mauvaise gouvernance et les tensions sociales exacerbées par des velléités identitaires. Elles se manifestent par des rebellions et des soulèvements auxquels se greffent, volontiers, des actions de violence empreintes de références religieuse, communautaire et politique. Cette note vise à interroger le contexte sociohistorique des communautés vivant dans le Sahel afin d'y chercher d'éventuels facteurs qui sous-tendraient ces instabilités politiques continuelles et conflictuelles favorisant des coups d'état récurrents et des conflits tous azimuts.

I. MISE EN CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE

Il apparait nécessaire de commencer par apporter un éclairage dans la conception faite du Sahel. Cette région du continent africain couvre un espace assez large qui, selon certains auteurs, va de l'océan Atlantique à la mer Rouge (d'Est en Ouest) et est comprise entre le Sahara et la savane de type soudanien (du Nord au Sud)[1]. De façon circonscrite, dans cette note, le Sahel se limite à la zone du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Burkina-Faso et dans une moindre mesure le Tchad et le Soudan. Elle intègre en son sein la zone du Liptako Gourma, aussi appelée zone de trois frontières (Burkina-Faso, Mali et Niger). Cela se justifie par le fait que cette zone correspond au foyer de tensions tant sécuritaires que de déstabilisation institutionnelle marquée par des coups d'Etat. D'ailleurs, la superposition d'organisations internationales[2] dans la sous-région témoigne de l'acuité des difficultés économiques et sécuritaires (dont la résorption fait partie des objectifs recherchés par ces organisations) dans cette partie de l'Afrique.

II. L'INSTABILITÉ POLITIQUE AU SAHEL : CONTROVERSE AUTOUR DE LA LÉGITIMITÉ ET DU MODE DE GOUVERNANCE

La politique, proprement dite au sens de la démocratie[3], n'est apparue que récemment au Sahel, notamment pendant la dernière décennie du 20ème siècle. Les contraintes internationales démocratisant l'espace politique des pays du Sahel sont d'origines extra continentales mais sont vites acceptées, de fait, par tous. Il est évident que cette conception de la démocratie prend différentes formes et le jugement qui lui est porté change tout autant d'un pays à un autre en fonction de l'acception qui en est faite par les puissances autrefois colonisatrices de la région.

Ainsi le paysage de la région connait un autre acteur de taille : le politique.

Dans sa démarche et eu égard au mode de gouvernance précédant tout juste l'ère démocratique, il demeure toujours cette figure *tutélaire* mimant quelque peu le comportement du colonisateur d'antan. Il n'agit qu'en fonction de ses intérêts propres tout en composant avec les acteurs qui peuvent lui assurer une réélection dans les localités relevant d'eux. Cette tendance s'est faite très vite sentir déjà au lendemain des indépendances, les nouveaux maîtres « indépendants » (les partis uniques) ont, selon les pays, composés avec les leaders traditionnels et coutumiers des territoires pour assurer

1 .Cf. BA Abdoul Hamet *Le Sahel, bande de transition et couloir de circulation* In : *Acteurs et territoires du Sahel : Rôle des mises en relation dans la recomposition des territoires* [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2007. Disponible sur http://books.openedition.org/enseditions/910.
Voir aussi sur le même sujet Monika Salzbrunn, Joël Vernet (Ed.), *Pays du Sahel. Du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger,* Paris, Autrement, Série Monde H.S. N° 72, Janvier 1994 (https://doi.org/10.4000/apad.2033).

2 . En effet dans cette zone il existe de façon non exhaustive la CEDEAO, l'UEMOA, le G5-sahel, l'Autorité du Liptako Gourma…, pour ne citer que celles-ci.

3 . Alain BADIOU, Aude LANCELIN, « *Qu'est-ce que la politique ?* », in *Éloge de la politique* avec Aude LANCELIN, Paris, Flammarion, « Champs - Essais », 2019, p. 7-28. URL : https://www.cairn.info/---page-7.htm

la toute-puissance du nouvel État[4]. Tel fut le cas au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso et dans une moindre mesure au Tchad. Le Mali a pris le revers de cette pratique en ôtant tout pouvoir à ces autorités reconnues et légitimes au sein des territoires. Dans tous les cas, ces autorités n'ont pas eu suffisamment de poids pour réellement être les dépositaires de pouvoir. Dans les pays, où elles ont été correctement associées, leur puissance s'est toujours trouvée limitée par celle du régime politique en place. Le cas malien est édifiant à ce sujet car depuis l'indépendance, les Chefs de village ont été faits et défaits au gré du soutien qu'ils apportaient au régime en place.

Mais avec l'arrivée de la décentralisation vers la fin des années 1990, ils ont été remis au centre du pouvoir local sans réelle capacité d'influer sur la vie des communautés à l'exception notable de ce que l'État central les laissait faire. Cette situation, demeurant, nourrit de frustrations de légitimité au sein de plusieurs lignées de pouvoir coutumier, traditionnel ou même religieux à travers tout le Sahel à l'égard des dirigeants politiques. Ces faits sont aussi exacerbés par le manque de services sociaux de base et la mauvaise gouvernance des ressources locales des pays du Sahel[5].

Il est ressorti de certaines études notamment une réalisée par *International Rescue Committee* (IRC) en 2018 dans la localité d'Inékar (à Ménaka au Mali) que le seul puits d'eau existant dans la localité a été réalisé depuis la période coloniale. Les exemples de ce type font légion dans les régions frontalières des pays de la région et concernent tous les domaines de services imputables aux États.

Sans entrer dans une analyse relevant de la cartographie des ressources dans la région, il est incontestable que, l'écrasante majorité des populations qui y vivent ont comme principale activité économique l'élevage, l'agriculture et le commerce de quelques produits dérivés. Or, il se trouve qu'avec tous les systèmes politiques, depuis l'indépendance, les ressources sont distribuées par l'État ou les collectivités, ne laissant qu'une marge dérisoire aux propriétaires coutumiers des terres riches en pâturages, mais aussi pour l'agriculture ou tout simplement pour la cueillette ou la transformation de produits issus de la forêt (charbon de bois, bois de chauffe, fruits sauvages…). Il apparaît que les nouveaux dirigeants politiques, vraisemblablement, s'emparent des biens des communautés pour leur unique intérêt. La crise de 2012 au Mali a atteint le paroxysme de cette mauvaise gouvernance. En effet, elle a fait se retirer les services de l'État (déjà très insuffisants) des deux tiers (2/3) du pays, maintenant aux mains des groupes extrémistes violents. Ce qui a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs, à savoir les milices d'autodéfense dans tous les pays du Sahel à l'exception de la Mauritanie. Ces nouveaux acteurs, véritables maîtres des lieux se substituent presque à l'État parce qu'ils emportent l'adhésion des communautés qui se trouvent désormais mieux servies

4 . Lire utilement Vincent FOUCHER, Étienne SMITH, « *Les aventures ambiguës du pouvoir traditionnel dans l'Afrique contemporaine* », Revue internationale et stratégique, 2011/1 (n° 81), p. 30-43. DOI : 10.3917/ris.081.0030. URL : https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-1-page-30.htm

5 . Les services sociaux de base concernent l'accès à l'eau potable, à un service sanitaire décent, à une éducation minimum (…), pour ne citer que ceux, obligatoirement assurés par l'État selon des prescriptions constitutionnelles ne sont acquis que pour une infime minorité de populations, et ce, quasi uniquement dans les grandes villes (la capitale du pays et les capitales régionales).

en termes de délivrance de certains besoins dont la justice et les ressources sans tomber sous le coup de la corruption ou autres formes d'extorsion avant appliquées par des représentants de l'État, et à très grande échelle.

De telles pratiques, enregistrées dans toute la région du Sahel, combinés à la mauvaise gouvernance de l'État, favorisent les soulèvements des populations et leur adhésion à l'irruption des militaires sur le terrain du politique.

III. LES COUPS D'ETAT AU SAHEL : LES MILITAIRES, ARBITRES DE LA DÉMOCRATIE OU GAGES DE BONNE GOUVERNANCE

Depuis l'accession aux indépendances des pays du Sahel, les militaires sont présents sur la scène politique. Tous les pays de la région ont vécu au gré de coups d'Etat militaires, qui souvent restent très fermes, ou souvent se parent de blasons de la démocratie sans réellement se plier aux règles de cette dernière. S'il est vrai que la décennie des années 1990 a donné un moment de répit aux hommes politiques, les militaires ont tôt fait de surfer sur les vagues de la mauvaise gouvernance et des soulèvements populaires pour réapparaitre en tant que « sauveurs » aux commandes des États du Sahel. Les exemples récents ne manquant pas dans la quasi-totalité des pays de la région, il est plutôt intéressant de porter un regard sur l'opportunité qu'offre la dernière vague de coups d'Etat au Mali, au Tchad et au Burkina Faso.

Ici l'aspect d'opportunité est souligné pour plusieurs raisons dont la principale semble être l'affirmation des armées de leur ferme volonté de prendre en charge réellement la sécurité de leur pays respectif. Depuis 2013 avec l'opération Serval puis Barkhane ainsi que l'arrivée des Nations Unies et les forces du G5 Sahel, la région ne connait toujours pas la paix escomptée et le sous-développement se fait de plus en plus ressentir. Les militaires au pouvoir donnent l'impression aux populations de rompre avec la mauvaise gouvernance et les pratiques ayant conduit à ces situations. Pour l'instant, le manque de recul ne permet pas d'apporter un éclairage infaillible au fait consommé de leur réapparition sur la scène politique. En attendant de voir le dénouement de la situation, il est clair qu'avec l'appui de la communauté internationale et une meilleure prise en compte des aspirations réelles des communautés locales, ces ruptures inconstitutionnelles offrent l'opportunité d'une plus grande inclusion dans la gouvernance des ressources et de la vie de l'État. Le poids des sociétés civiles, l'accès aux technologies de communication rapprochant davantage les populations entre elles, se laissant moins manipuler par les politiques et ayant un regard plus empreint de critiques que ce ne fut le cas par le passé. L'occasion de sortir des modèles d'État mimant l'État colonial est tout offerte par les réformes en cours dans la zone du Sahel.

L'une des raisons à l'origine des récents soubresauts au Sahel est à rechercher du côté de la jeunesse, désormais vent-debout contre la nouvelle politique adoptée par les partenaires étatiques. Cette jeunesse, qui n'a pas connu la colonisation, qui a une

ouverture d'esprit, souffre de vivre le diktat et rêve d'un partenariat d'égal à égal avec les partenaires de la communauté internationale.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

De façon très sommaire, l'instabilité politique et les coups d'Etats au Sahel sont des faits tributaires du comportement des tenants du pouvoir politique. Ces faits apparus aux premières heures des indépendances reviennent drapés dans de tissu du fait de la mauvaise gouvernance dans la gestion du bien public mais aussi dans le fossé crée entre tous les représentants de l'État et les populations qu'ils sont censés servir selon l'entendement qu'ils ont du pouvoir politique démocratique. L'analyse aurait pu s'attarder quelque peu sur le dynamique des relations entre tous les acteurs listés pour essayer de trouver lequel d'entre eux est plus enclin à faire sortir les populations et les États du Sahel dans l'imbroglio sécuritaire et économique dans lequel ils se trouvent. Mais l'exercice serait périlleux tant il y a de paramètres à prendre en compte et dont tout un chacun nécessite une étude approfondie.

Du reste, il nous paraît judicieux de mettre en application les recommandations suivantes :

– *Obliger le politique à être plus redevable des populations :*

Les politiques sont perçus par les populations de deux (2) manières. L'une est qu'ils sont des chefs, dans lequel cas ils peuvent s'arroger tous les privilèges du seul fait de leur positionnement de l'échelle de la gouvernance d'État, et l'autre qu'ils sont des « vaches laitières » n'étant productifs ou utiles que dans la seule condition qu'ils distribuent de l'argent ou d'autres biens aux populations les soutenant. Cet état de fait pervertis le rôle premier du politique dans la démocratie et fait de lui un chef qui vole pour corrompre ses électeurs. Une pédagogie à large échelle des rôles de tous les acteurs dans la gestion des affaires de la cité doit être de mise. Ce rôle de formation qui est dévolu aux partis politiques n'est pas rempli à bon escient, ce faisant dans les règles de l'art, les populations seraient plus exigeantes quant à la gestion faites par les politiques, ce qui entrainera une meilleure couverture des services sociaux de base sur l'ensemble des territoires.

– *Impliquer les autorités locales : leaders traditionnels, coutumiers et religieux*

L'implication des leaders des populations locales dans la gestion des affaires de la cité doit être plus affermie qu'elle ne l'est actuellement dans la région du Sahel. Pendant des siècles ce sont eux qui détenaient la réalité du pouvoir et emportaient la légitimité aux yeux des populations. Certes la décentralisation ou la déconcentration telle que nous l'avons connu jusqu'à présent, accorde une place aux leaders communautaires dans la gestion locale du pouvoir, mais il faut instituer un système où l'Etat responsabiliserait ces leaders de façon plus active en leur accordant de véritables pouvoirs dans le respect des lois reconnues mais contextualisées aux réalités locales. Par exemple la gestion de l'accès au pâturage diffère selon que l'on se trouve dans une zone agricole que dans une zone purement d'élevage. Les règles régissant ces deux modes d'exploitation doivent être adaptées. Mais il est aussi important de signaler que l'implication de ces acteurs ne devrait nullement signifier un retour à la féodalité. Cette implication ou participation

devrait se faire suivant un modèle bien réfléchi susceptible de fonctionner en démocratie. Il s'agit, *in fine*, de capitaliser les ressorts politique, social et culturel de gouvernance de la cité. Dans la même veine, les Etats du Sahel connaissant des acteurs nouveaux très puissants : les groupes extrémistes violents et les milices d'autodéfense. Il est impérieux de trouver un système de gouvernance pour les intégrer dans l'architecture institutionnelle et sociale, même si pour cela l'État devra négocier avec ceux qui sont prêts à franchir le pas et laisser les armes.

– *Décloisonner et professionnaliser les armées :*

Il est de coutume de dire qu'une armée doit être républicaine. Certes cette assertion est synonyme de respect de la démocratie, mais il ne faut pas occulter le fait que la République est une notion polysémique et étrangère aux réalités sociales de la région du Sahel, en tout cas dans sa forme actuelle. Il est nécessaire de faire céder le barrage entre les populations et l'armée, la grande muette doit s'ouvrir aux populations et aux formes de savoir qui gouverne les États du Sahel. Ainsi, les métiers civils et militaires se trouveraient beaucoup de point commun rapprochant les perceptions des uns sur les autres. Une armée professionnelle se verrait moins accusée d'exactions et ne se hasarderait que dans l'extrême cas dans une tentative de coup d'Etat. Aussi, seule une armée républicaine pourrait bénéficier de la coopération de la population sans laquelle aucun succès ne serait possible.